



Syndicat mixte de gestion de la Seine
Normande

Élaboration de la stratégie de gestion du
risque d'inondations de la vallée de la
Seine Normande

Compte-rendu du COPIL de lancement

016 51743 | Avril 2022 | MGO – TAM

Ordre du jour : Réunion de lancement

Lieu : Visio

Présentation : PRE01

1. Mise à jour du compte-rendu

Date	Historique / Observation
11.04.2022	Première diffusion

2. Liste de présence

Organisation	Contact	Fonction
Communauté d'agglomération Caux Seine Agglo	Arnaud DACAR	Responsable du service grand cycle de l'eau
Communauté d'agglomération Seine Eure	Mélanie JUGY	Responsable service rivières et milieux naturels
Communauté d'agglomération Seine Eure	Pauline BACHELET	Chargée de mission Gestion des Risques Inondation
Communauté de communes du pays d'Honfleur-Beuzeville	Cyrielle GOUR HERUBEL	Chargée de missions GEMAPI
Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle	Thomas ZEDER	Apprenti technicien GEMAPI
Communauté de communes Roumois Seine	Bertrand PECOT	Délégué titulaire SMGSN
Communauté de communes Roumois Seine	Thomas FAUCON	Responsable du service Ruissellement-GEMAPI
Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole	Delphine CLEMENT	Responsable du Pôle Prévention des Inondations et Protection des Ressources
Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole	Emmanuel HAUCHARD	Directeur Adjoint Délégué Eau & Environnement
DDTM 76	Morgane GUILLEUX	Chargée d'études risques inondation
DDTM 76	Thibaut SARRAZIN	Chef de service
Département de la Seine-Maritime	Charline LHEUREUX	Technicienne berges de Seine
Département de la Seine-Maritime	Fara CARRA-RANAIVOARISON	Chef du service ouvrages littoral et seine
Département de la Seine-Maritime / SMGSN	Julien DEMAZURE	Président
Département de la Seine-Maritime	Matthieu HEITZ	Responsable de cellule & chef de projet gestion de crise inondation
Département de la Seine-Maritime	Yann LABISTE	Chargé de projet Seine
DREAL Normandie	Marie MORIN	Responsable de l'unité de prévision des crues
Métropole Rouen Normandie	Arnaud DELAHAYE	Adjoint au DGA, Services aux usagers et transition écologique
Métropole Rouen Normandie	Hugo LANGLOIS	2ème Vice-Président SMGSN
Métropole Rouen Normandie	Sophie MAILLOT	Responsable du service études directrices et grand cycle de l'eau
setec hydratec	Camille DURAN	

Organisation	Contact	Fonction
setec hydratec	Marion TRAPU	
setec hydratec	Maylis GOURLEZ-DE-LA-MOTTE	
Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande	Albane GUIGNARD-MARTIN	Directrice
Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande	Julien DEMAZURE	Délégué Titulaire, Président
Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande	Stéphane LEMONNIER	Chargé d'études gestion des milieux aquatiques et inondations
Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande	Véronique VANDECASTEELE	Responsable administrative et financière

3. Objet

Mme Guignard-Martin, Directrice du Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande introduit la réunion en rappelant rapidement le contexte : la stratégie de gestion des inondations sera menée en parallèle de la stratégie de gestion des milieux aquatiques et se nourrit de toutes les études en cours ou à venir (EDD, PAPI...). Elle mentionne l'importance de la première phase de diagnostic qui doit être la plus complète possible.

Le partage de documents entre les différents acteurs se fera sur sharepoint.

Mme TRAPU, cheffe de projet chez Setec Hydratec présente le diaporama. Les points abordés sont les suivants :

- I. Cadrage général
- II. Présentation de l'équipe
- III. Composantes de l'état des lieux – diagnostic
- IV. Focus sur l'association des acteurs
- V. Livrables
- VI. Démarrage de la mission

Le support est disponible sur le sharepoint.

4. Echanges

Au cours et à l'issue de cette présentation, les participants sont invités à s'exprimer. Les échanges sont restitués ci-dessous :

Moment d'intervention	Idée principale	Développement
Fin partie I & II	Coordination des calendriers	Mme Guignard-Martin rappelle qu'il faudra se caler sur le calendrier des EDD, pour avoir une meilleure visibilité au moment de lancer le plan d'actions.
Partie III. Composantes de l'état des lieux - diagnostic « Gestion de crise »	Retour exercices de gestion de crise	Mme Guignard-Martin invite les acteurs à donner des retours d'expérience sur d'éventuelles mises en place d'exercices par les préfetures . Mme Guilleux, chargée d'études risques inondation à la DDTM76, souligne le faible taux de retour des communes sur les exercices

Moment d'intervention	Idée principale	Développement
	<p>DDTM76 : Faible participation des communes aux exercices de gestion de crise</p> <p>CASE : bon retour des ateliers PCS dans l'Eure</p>	<p>proposés, d'après le retour effectué lors de la présentation des Zones d'Inondations Potentielles (ZIP) en janvier 2022 aux communes de Seine : seulement 14% des communes ont participé en 2021 à l'exercice de gestion de crise proposé par la préfecture 76. Le préfet a mentionné le besoin de progresser sur le sujet, d'autant que la loi Matras de 2021 impose la réalisation d'un exercice pour les communes dotées d'un Plan Communal de Sauvegarde (PCS) au moins tous les 5 ans, et également le besoin de réaliser les Document d'Information Communaux sur les risques majeurs (DICRIM) pour les communes listées dans le (Dossier Départemental sur les Risques Majeurs).</p> <p>M. Sarrazin, chef de service à la DDTM76, ajoute qu'un exercice se mettrait en place d'ici 6 mois et donc l'enjeu d'ici-là sera de réussir à impliquer les mairies et populations afin de participer à ce test d'évacuation.</p> <p>Mme Bachelet, chargée de mission Gestion des risques Inondation à la communauté d'agglomération Seine Eure, réagit en expliquant que dans le département de l'Eure, le SIDPC27 (service de la Préfecture en charge de la défense et protection civile) organise actuellement des ateliers PCS par secteur géographique, au cours desquels sont invitées les communes concernées par l'obligation de faire un PCS. Il s'agit de travailler en concertation pour mettre à jour les PCS. Les intercommunalités sont également invitées pour parler de la coopération et solidarité intercommunale (entre communes / entre commune et l'intercommunalité).</p> <p>La première matinée PCS a eu lieu le 22 mars et a réuni près de 30 communes sur une quarantaine invitées en bord de Seine.</p>
Fin partie III. Composantes de l'état des lieux - diagnostic	<p>Métropole Rouen : carto enjeux + modélisations GIPSA</p> <p>DDTM76 : PPRI Rouen</p>	<p>Concernant le PAPI Rouen-Louviers-Austreberthe, Mme Maillot, responsable du service études directrices et grand cycle de l'eau à la Métropole Rouen Normandie, précise la réalisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de cartographies des enjeux, qui seront faites prochainement ; - de l'étude modélisation faite avec le GIPSA qui prend notamment en compte les enjeux du changement climatique. <p>Ces éléments seront à intégrer dans l'étude.</p> <p>M. Sarrazin mentionne le PPRI de la plaine alluviale au nord de Rouen qui devrait être approuvé d'ici l'été et s'interroge, avec la métropole, d'une extension du PPRI de la métropole de Rouen à l'ensemble du territoire (il manque actuellement 2 boucles non couvertes) et sur la méthode pour raccorder les résultats du GIPSA. Il souligne l'intérêt de ce futur PPRI entre Rouen et Le Havre pour les secteurs industrialisés comme Port Jérôme.</p>
Partie IV. Focus sur l'association des acteurs « Instances de concertation »	Communication	<p>Mme Guignard-Martin développe le point communication :</p> <p>Il y a un besoin accru de communication sur le territoire, notamment pour les EDD qui démarrent ainsi que pour les PAPI qui interrogent sur l'association des maires.</p> <p>En réponse à ce besoin, le SMGSN et Partenaire d'Avenir mettent en place deux outils de restitutions destinés aux différents acteurs du</p>

Moment d'intervention	Idée principale	Développement
		<p>projet et aux communes afin de faciliter la transmission aux maires et plus largement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une newsletter apportant des informations régulières ; - un hors-série pédagogique pour sensibiliser aux sujets plus thématiques (le premier traiterait notamment des EDD afin de donner des explications à la fois aux EPCI et aux maires).
<p>Partie IV. Focus sur l'association des acteurs</p> <p>« Temps collectifs »</p>	<p>Importance des ateliers de phase 2 et association des acteurs</p> <p>CASE : élus très sollicités donc effort de sensibilisation amont</p> <p>CASE : s'adresser en amont aux EPCI avant élus ?</p> <p>Métropole Rouen Normandie : sujet récurrent sur les digues et pédagogie à prévoir</p> <p>CSA : effort de sensibilisation amont et réflexion sur les zones expansion de crues</p> <p>attention particulière Port-Jérôme-sur-Seine</p>	<p>Mme Guignard-Martin insiste sur l'importance des phases d'ateliers (phase 2) afin d'effectuer les bons choix durant la phase 3 : quelles sont les priorités ? sous quelle forme ?</p> <p>Elle questionne les différents participants de la réunion sur la façon dont les ateliers seront reçus chez les acteurs.</p> <p>Pauline Bachelet, communauté d'agglomération Seine Eure :</p> <p>Seine Eure est un territoire déjà très sollicité, notamment par le PAPI Rouen Louviers Austreberthe</p> <p>➔ Les ateliers de phase 2 s'ajoutent donc à d'autres ateliers de concertations sur les mêmes enjeux mais cadrés différemment, dont il faudra tenir compte</p> <p>Mélanie Jugy, communauté d'agglomération Seine Eure, questionne sur le fait d'échanger avec les EPCI en amont des ateliers afin de balayer le sujet ou de plutôt s'adresser directement aux élus.</p> <p>Sophie Maillot, métropole Rouen Normandie :</p> <p>Concernant les digues, les élus des communes sont dans l'attente d'une date de démarrage des travaux sur digues, suite à des crues importantes en février 2020).</p> <p>➔ La communication dans le cadre de la stratégie sera donc à cibler sur les digues de manière très pédagogique (enjeux de classement / non classement, état des ouvrages, niveaux de protection, ...)</p> <p>Arnaud Dacar, Communauté d'agglomération Caux Seine Agglo :</p> <p>Certains élus ont une bonne connaissance de la compétence PI tandis que d'autres s'y intéressent peu.</p> <p>➔ sensibilisation à prévoir</p> <p>Ils attendent des résultats d'EDD qui leur donneront un niveau d'investissement à impliquer.</p> <p>Une réflexion sera faite dans les ateliers à venir autour des zones potentiellement inondables, zones à éventuellement ouvrir pour les expansions de crues ? et du problème de temporalité entre le rendu des EDD et les réflexions sur ces potentielles ouvertures.</p> <p><u>! /</u> Le secteur de Port-Jérôme-sur-Seine est un secteur à enjeu qui devra faire l'objet d'une attention particulière.</p>

Moment d'intervention	Idée principale	Développement
	<p>Le Havre Seine Métropole : PAPI complet en cours et digue HAROPA non classée depuis peu</p> <p>CCPHB et CCPAVR : peu de travail sur la Seine donc effort de sensibilisation amont</p>	<p>Delphine Clément, Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole : Un PAPI complet vient d'être lancé (Le Havre Pointe de Caux) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 55 communes, depuis Etretat – Le Havre – Tancarville, concernées par les PPR littoraux en cours d'instruction pour approbation cet été ; - études hydrauliques suffisantes pour passer en PAPI complet de manière à envisager un programme d'actions associées. - Projet de calendrier : labélisation du PAPI fin 2022 et instruction par l'État mi 2023, démarrage fin 2023/2024. <p>Une digue de 15 km (gérée par HAROPA Port du Havre) était classée par le 1^{er} décret de 2007 et a fait l'objet d'une EDD impliquant des simulations, ruptures, etc. Néanmoins, ces modélisations ont montré que cette digue ne participait pas à la protection contre les crues de la Seine : elle est désormais non classée mais est toujours gérée par HAROPA qui en assure la sécurité.</p> <p>Cyrielle Gour Herubel, Communauté de communes du pays d'Honfleur-Beuzeville et Thomas Zeder, Communauté de communes de Pont-Audemer Val de Risle :</p> <p>Peu de travail réalisé jusqu'à présent sur la Seine, plutôt sur les autres cours d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> ➔ Travail de pédagogie à faire en amont pour sensibiliser les élus avant les ateliers <p>Morgane Guilleux, DDTM76 souligne l'importance des liens entre élus, via des élus « vertueux » par exemple qui auraient une influence auprès des autres élus.</p>

Remarque : en raison d'une erreur dans la liste de diffusion des invitations à la réunion, le GIPSA et l'AESN n'ont pas reçu l'invitation. Une rencontre spécifique leur sera consacrée prochainement.

Prochaine réunion

Objet : Cotech n°1 – Intermédiaire phase 1

Date : 14 juin 2022

Lieu : Hôtel du Département, à confirmer